

L'Actu du Mois

Bonne nouvelle pour les aides à l'investissement locatif intermédiaire

Il existe de nombreux secteurs notamment frontaliers et touristiques de Haute-Savoie qui souffrent d'un classement inadapté, ne leur permettant pas de bénéficier des différentes aides à l'investissement locatif intermédiaire, en particulier du dispositif fiscal de TVA à taux réduit qui s'applique aux logements intermédiaires portés par les investisseurs institutionnels.

C'est le cas notamment de Chamonix où le coût moyen du mètre carré s'élève à 6500 euros pour un appartement et 8640 € pour une maison. Cette commune, bloquée en zone B2, est ainsi privée de ces dispositifs. Aussi, il m'a semblé opportun de sensibiliser Emmanuelle WARGON, Ministre en charge du logement lors de son audition en Commission des Affaires Economiques sur cette problématique. A cette occasion, je lui ai rappelé la nécessité de généraliser l'expérimentation actuellement menée en Bretagne où, contrairement au reste du territoire, ce sont les collectivités locales qui déterminent quelles sont les zones où la tension immobilière est forte et qui peuvent donc bénéficier du dispositif, l'objectif étant de permettre une meilleure adaptation de la loi Pinel avec les enjeux territoriaux.



La ministre s'est montrée sensible à mes arguments et m'a indiqué que dans l'attente d'une éventuelle généralisation du dispositif breton, elle était prête à étudier la situation des communes dont le classement pose problème.

J'invite donc l'ensemble des maires de Haute-Savoie confrontés à cette difficulté à me le signaler.

Retrouvez ici la vidéo de mon intervention et la réponse de la Ministre au lien suivant: <https://youtu.be/GjrTSX1IXcU>



Colère des élus et des professionnels de la montagne suite aux annonces présidentielles sur la fermeture des stations de ski

Lors de son allocution télévisée du 24/11, le Président de la République a annoncé que l'ouverture des stations de ski ne serait pas envisageable avant la mi-janvier. Une décision que je déplore. Comment peut-on à ce point mépriser les acteurs de terrains, élus locaux, professionnels du tourisme qui œuvrent depuis des semaines à l'élaboration de protocoles rigoureux, à qui on laisse espérer un démarrage prochain de la saison, à qui on annonce une décision dans une dizaine de jours et à qui l'on ferme la porte? On pourra dans quelques jours faire le tour du monde ou skier en Suisse voisine mais impossible de profiter de l'immensité de nos pistes de ski ou d'aller au restaurant ? Des décisions incompréhensibles et incohérentes contre lesquelles je me battraï. Nos stations ont déjà été privées de la fin de la précédente saison de ski lors du confinement du 15 mars, générant la perte de 10 millions de nuitées. Les priver des vacances de Noël les amputeraient lourdement alors qu'à cette période, les taux de réservation flirtent souvent avec les 90 %. Il est inutile de se voiler la face quant au plan de soutien annoncé en faveur des stations et des hôteliers-cafetiers-restaurateurs qui ne suffira nullement à surmonter cette crise inédite. Aussi, je suis intervenue auprès d'Emmanuel Macron dans une lettre ouverte, pour lui demander de rouvrir sans délai les discussions avec les acteurs de terrains, élus et professionnels du tourisme. « Ce n'est pas d'aides d'un Etat déjà exsangue dont nous avons besoin mais de pouvoir travailler et maintenir notre place de première destination touristique mondiale. ».

J'ai aussi signé une tribune des élus de la Montagne le 26/11 pour demander au Président d'ouvrir les stations à Noël.

Mes dernières questions parlementaires

- ➡ Question écrite sur le traitement judiciaire des infractions commises à l'encontre des personnes investies d'un mandat électif et du renforcement du suivi judiciaire des affaires pénales les concernant.
- ➡ Question écrite relative à la résiliation de contrats d'assurance menée par certaines compagnies vis-à-vis de restaurateurs n'ayant pas souhaité signer d'avenant réduisant leurs garanties.
- ➡ Question écrite sur les conséquences du marché public annoncé en vue de l'attribution de la ligne d'écoute dédiée aux femmes victimes de violences. Cette mise en concurrence est motivée par la volonté d'étendre la disponibilité de cette plateforme, accessible actuellement tous les jours de 9 h à 22 h (18 h les jours fériés et en fin de semaine).
- ➡ Question écrite concernant la situation délicate dans laquelle se retrouvent les artisans boulangers haut-savoyards qui ont recours traditionnellement à des saisonniers.

Retrouvez l'intégralité de mes questions parlementaires au lien suivant: [questions parlementaires](#).

#Sénatrice sur le terrain, à l'écoute des élus !

Mobilisée aux côtés des professionnels de la santé



Le 13 novembre dernier, accompagnée d'une soixantaine de mes collègues, à l'initiative de la Sénatrice Elisabeth Doineau, nous avons interpellé le Ministre de la Santé afin que les mesures de revalorisation des salaires des professionnels de la santé et des EHPAD issues du SEGUR de la santé, soient rapidement mises en œuvre. Elles se font toujours attendre par les soignants.

Satisfaite de la réouverture des lieux de culte

Parce qu'il ne me paraît pas plus dangereux de prier dans une église que d'aller consommer dans un supermarché, j'ai cosigné la tribune de mon collègue sénateur Damien Regnard afin de réclamer la levée de l'interdiction de rassemblement et des réunions dans les lieux de culte. Je considère que cet échange est particulièrement important alors que les catholiques entrent dans le temps de l'Avent et que les paroisses et les communautés sauront une nouvelle fois faire preuve de rigueur et d'ingéniosité pour pratiquer leur culte dans le strict respect des mesures sanitaires, comme cela fut déjà le cas depuis plusieurs mois. Je suis satisfaite que nous ayons été entendus même si je déplore l'interdiction de réunion de 30 personnes maximum au sein de ces lieux de culte.



Retour sur mon intervention au JT de TV8 Mont-Blanc



Invitée du Journal Télévisé du 16 novembre dernier de Tv8 Mont-Blanc, j'ai pu commenter en direct l'actualité économique et sociale dans notre département au regard de la crise sanitaire.

L'occasion de revenir plus en détail sur mes dernières actions parlementaires en faveur :

- de l'application du SEGUR de Santé pour tous les professionnels de la santé
- de la réouverture des commerces de proximité et des lieux de culte
- de la nécessité de préserver un rôle de contrôle actif du Parlement à l'égard des pouvoirs exceptionnels donnés au gouvernement pour gérer cette crise inédite depuis 6 mois.
- de ma nomination comme secrétaire de la commission des Affaires économiques du Sénat depuis début octobre
- de mes actions pour soutenir l'industrie du décolletage et les acteurs du tourisme, particulièrement impactés économiquement par cette crise et ces deux confinements. Retrouvez mon intervention vidéo au lien ci-dessous : <https://youtu.be/Yk2LChcBUD4>

J'ai voté contre la remise sur le marché de pesticides neonicotinoïdes

Le 4 novembre dernier, j'ai voté contre le texte qui autorise la remise sur le marché temporaire de pesticides neonicotinoïdes, interdits depuis 2 ans. Sans ignorer la situation difficile des apiculteurs, confrontés depuis plusieurs mois à une jaunisse de leur plante due à un puceron, je regrette l'adoption de ce texte qui n'offre pas une solution pérenne à notre agriculture et qui, à mes yeux constitue un mauvais signal s'agissant de la protection de notre environnement, de notre santé et notre biodiversité.



EN BREF

➔ Journée sur le terrain le 11 novembre pour prendre part aux cérémonies commémoratives de l'armistice de la première guerre mondiale à Lucinges, Machilly et Annecy.

"Les souvenirs sont nos forces. Quand la nuit essaie de revenir, il faut allumer les grandes dates, comme on allume des flambeaux." (Victor Hugo)

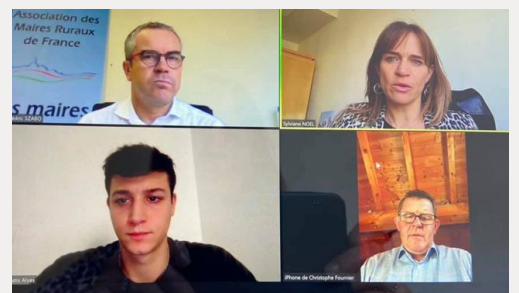


➔ Cérémonie commémorative du 50ème anniversaire de la mort du Général de Gaulle à Evian.

"Soyons fermes, purs et fidèles ; au bout de nos peines, il y a la plus grande gloire du monde, celle des hommes qui n'ont pas cédé."



➔ Réunion de travail le 18 novembre dernier avec Cédric SZABO, Directeur de l'Association des Maires Ruraux de France, et Christophe Fournier en vue de la préparation du projet de loi de finances 2021



Me contacter :



Permanence parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville
74 800 La Roche-sur-Foron - Téléphone: 04 50 25 18 11
s.noel@senat.fr - www.senat.fr - www.sylvianoel.fr